



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture
direction des collectivités locales
de l'utilité publique et
de l'environnement

bureau des installations et
travaux réglementés pour
la protection des milieux

13 AOUT 2014

dossier suivi par : *Monsieur Manes*
tél: 04.84.35.42.77
mpaul.manes@bouches-du-rhone.gouv.fr

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE n° 2014-278 C

applicable à la société
CARRIÈRES DE PROVENCE
pour l'exploitation de la carrière
sise au lieu-dit « Les Taillades »,
sur le territoire de la commune de Fontvieille

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code Minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le schéma départemental des carrières des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle de garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté complémentaire n° 99-78 C du 9 avril 1999 autorisant la société MERIDIONALE D'EXPLOITATION DES CARRIERES DE PIERRE DE TAILLE (SMECPT) à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Fontvieille au lieu-dit « Les Taillades »;

Vu le courrier du 18 avril 2006 du président des CARRIERES DE PROVENCE au préfet des Bouches-du-Rhône déclarant le changement de dénomination de l'exploitant de la carrière sise au

lieu-dit « Les Taillades » à Fontvieille, le nouvel exploitant étant CARRIERES DE PROVENCE;

Vu les dossiers d'actualisation des garanties financières de remise en état de la carrière pour la période 2014 / 2019 transmis par la société CARRIERES DE PROVENCE les 25 octobre 2013 et 10 février 2014 ;

Vu le rapport de la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 30 juin 2014 ;

Vu l'avis en date du 18 juillet 2014 de la Commission départementale de la nature des paysages et des sites, réunie en formation spécialisée des carrières, à laquelle le demandeur avait été convoqué ;

Vu le projet d'arrêté porté le 25 juillet 2014 à la connaissance du demandeur;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur à la date du 11 août 2014 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société CARRIERES DE PROVENCE, dont le siège social est Le Triangle - 235 rue Léon Foucault Parc de la Duranne 13857 Aix en Provence cedex 3, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant l'exploitation de la carrière au lieu-dit « Les Taillades » sise sur le territoire de la commune de Fontvieille.

ARTICLE 2 : Garanties financières

1. Le montant de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état de la carrière est fixé à 39 400 € TTC (trente neuf mille quatre cents euros) pour la période allant 10 avril 2014 au 9 avril 2019. (valeur de l'indice TP01 décembre 2013 = 703.6)
2. Le montant de cette garantie est actualisé de la valeur de la variation de l'indice TP 01 si celui-ci venait à augmenter de plus de 15 % avant la fin de la période. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.
3. Cette garantie concerne les travaux de remise en état de la zone d'exploitation selon le plan de phasage annexé à cet arrêté.

Elle est calculée sur la base d'une exploitation de 2 000 m³ annuels.

L'avancement des travaux de remise en état apparaîtra dans le compte-rendu annuel des travaux qui est à transmettre avant le 1^{er} avril de chaque année à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Le montant de la garantie ne comprend pas l'achat des matériaux nécessaires à cette remise en état et qui sont les matériaux de découvertes et les refus d'exploitation, stockés durant l'exploitation, tel que prescrit à l'article 4.2 de l'arrêté du 9 avril 1999.

4. Le document prévu par l'article R.516-1 du code de l'environnement qui atteste la constitution de la garantie financière pour la première période quinquennale est adressé au préfet et en copie

à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

5. Toute modification des caractéristiques de la méthode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du préfet. Cette information est accompagnée de la communication des nouveaux éléments de surface et de calcul du montant de la garantie financière, si celle-ci est majorée, et de l'attestation d'un établissement financier ou d'une entreprise d'assurance s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière dès leur notification au préfet.

Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière est immédiatement portée à la connaissance du préfet. Il en est de même en cas de dépôt de bilan et de toutes mesures issues de cette situation.

6. Les éléments de calcul du montant de la garantie financière à constituer pour la période quinquennale suivante sont transmis au préfet au moins six mois avant la fin de la période en cours.
7. Il est rappelé que le préfet fera appel aux garanties financières dans les cas suivants :
 - le non respect des prescriptions de remise en état de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des arrêtés complémentaires qui lui sont associés ;
 - la disparition juridique de l'exploitant.

Ces mesures suivront celles prévues par l'article L.516-1 du code de l'environnement.

8. Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.
9. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.514-11 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Fontvieille et sera affichée pendant une durée d'un mois.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Fontvieille pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de cette formalité sera dressé par le maire de cette commune et adressé au préfet.

Ce même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pour une durée identique.

Cet extrait devra également être tenu et affiché de façon visible sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 4 :

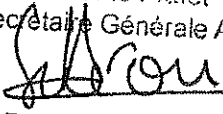
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5:

le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches du Rhône,
le Sous-préfet de l'arrondissement d'Arles,
la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
le maire de Fontvieille,

et toute autorité de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI